

Fillon appelle son parti à la « discipline »

François Fillon, toujours favori des sondages à trois mois de la présidentielle, a été officiellement investi hier à Paris candidat de la droite par son parti.

Devant le Conseil national de son parti réuni à la Mutualité en présence de plus de 2500 personnes, selon les organisateurs, l'ex-Premier ministre s'est montré déterminé à ne « pas changer » son projet, qualifié de « brutal » par ses adversaires de gauche. Et de son camp, d'où fusent également des critiques, il attend de la « discipline ».

« Je ne m'appelle pas François Hollande »

Les principaux élus LR étaient présents. ⁽¹⁾ Nicolas Sarkozy, battu au premier tour de la primaire et dont le nom a été parmi les plus applaudis, et Alain Juppé, battu au 2nd tour de la primaire, étaient en revanche absents.

« Je ne vais pas changer ce que je crois et ce que je veux en fonction des vapeurs des uns et des injonctions du microcosme. Il y a deux mois, je n'étais pas son candidat favori. Je n'ai pas l'intention de le devenir », a prévenu le député de Paris, qui prône « la révolution de bon sens ». « Ce projet, je vais l'expliquer, je vais le préciser, l'enrichir de vos meilleures idées, mais pas de zigzags, pas de camomille. Je m'appelle François Fillon, pas François Hollande. »

« Tu n'as pas besoin de clones »

« Il m'arrive d'entendre certains à droite utiliser les mêmes mots que la gau-



Le vainqueur de la primaire a été officiellement investi candidat à la présidentielle hier, au Conseil national de Les Républicains. (Photo AFP)

che... Que ma victoire ait pu décevoir certains je puis le concevoir, mais j'attends de mon parti de la responsabilité et de la discipline », a-t-il lancé.

Peu auparavant, Laurent Wauquiez, très applaudi, lui avait lancé : « Tu n'as pas besoin de clones » qui auraient les idées absolument identiques, mais de soutiens aux « convictions fortes ». François Fillon a déclenché les applaudissements de l'assistance en réaffirmant avec force qu'il n'abrogerait pas la loi sur l'interdiction du cumul des mandats, malgré la bronca d'élus de sa propre famille politique, tels Laurent Wauquiez, Christian Jacob ou Jean-François Copé (absent). S'il est élu en mai prochain, il ne rétablira pas non plus la défiscalisation

des heures supplémentaires, réclamée par des membres de son camp, l'une des mesures phares du quinquennat de Nicolas Sarkozy, dont il fut le seul Premier ministre.

François Fillon a également promis d'œuvrer pour la parité parce qu'il ne veut « pas d'un parti misogyne », alors que seules 36% de femmes ont été investies pour les prochaines législatives, en progression toutefois de onze points par rapport à 2012.

1. Gérard Larcher, président du Sénat, Edouard Balladur et Jean-Pierre Raffarin, anciens Premiers ministres, Luc Chatel, président du Conseil national, Bernard Accoyer, secrétaire général de LR, Laurent Wauquiez, vice-président du parti, Christian Jacob, patron des députés LR, Bruno Retailleau, patron des sénateurs LR, Valérie Pécresse, Nathalie Kosciusko-Morizet ou encore Brice Hortefeux.